



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Dans-la-foulee-de-la-PAC21-unifions-nos-luttes-contre-l-austerite-et-les>

Dans la foulée de la PAC21 ; unifions nos luttes contre l'austérité et les changements

climaticues
TOU-TE-S
MOBILISÉ-E-S
POUR LE (CLIMAT

inement -
Date de mise en ligne : mardi 26 janvier 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le Sommet de Paris sur le climat nous a rappelé, encore une fois, à quel point notre planète et nous-mêmes sommes vulnérables. L'humanité fait face à de nombreux défis et crises tous aussi importants les uns que les autres : les crises économiques, sociales, politiques, de l'insécurité alimentaire et bien sûr, celles des changements climatiques qui menacent la vie de millions de personnes. Beaucoup de ces crises ont des racines communes issues de coeur même de notre système économique.

Asbjorn Wahl, The Bullet, Socialist Project, premier janvier 2016. Cet article a d'abord été publié sur le site Social Europe.

Traduction, Alexandra Cyr

Des intérêts puissants s'y trouvent. Notre lutte doit donc les affronter. Partout dans le monde, les populations s'organisent et se battent contre les effets des crises. Les organisations syndicales y sont sérieusement impliquées tout comme d'autres mouvements qui visent des enjeux sociaux larges ou plus restreints. De plus en plus, notre modèle de production et de consommation est questionné. Pour sortir de ces crises, nous devons lutter pour un changement de système qui passe par un renversement de l'équilibre actuel du pouvoir. Le défi de l'unification des luttes et leurs mouvements se dresse donc devant nous pour arriver à jumeler celles contre l'austérité et celles contre les changements climatiques.

Un accord mais pas de solutions

La rencontre de Paris s'est terminée par le premier accord vraiment mondial de lutte contre les changements climatiques. Les gouvernements négociaient depuis plus de 20 ans, depuis le sommet de Rio en 1992, pour y arriver. Durant cette période, les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont pas diminuées. Au contraire, elles ont augmenté de plus de 60%. Les émissions produites par les transports ont augmenté de 120% au cours des 30 dernières années et cela se poursuit partout dans le monde à un niveau qui dépasse toutes les baisses dans tous les autres secteurs.

L'accord de Paris est ambitieux : maintenir le réchauffement à moins de 2 degrés centigrades. Concrètement, les gouvernements devront donc continuer leurs efforts pour limiter la hausse à 1,5 degré centigrade au dessus des niveaux préindustriels. Mais il y a un fossé entre les buts de l'accord et les moyens par lesquels les progrès seront mesurés. Ils sont peu convaincants. C'est la faiblesse de cet accord. Le tout est basé sur les engagements volontaires des pays à réduire leurs émissions [\[1\]](#). Pour ce que l'on peut en prévoir pour le moment, la température devrait augmenter de 3 à 4 degrés centigrades malgré tout. Cela mène à une catastrophe climatique.

Des problèmes de rapports de force

Mais, la catastrophe n'est pas inévitable. Il est à la fois possible et même réaliste de suffisamment diminuer les émissions pour éviter ce niveau de réchauffement. Mais il est très imprudent de se fier aux engagements volontaires des gouvernements pour y arriver. Même en les validant tous les cinq ans (comme l'accord le prévoit). Pour valider ces possibilités, nous devons examiner sérieusement le processus complet de la COP qui comporte un manque d'action véritable pour prévenir le réchauffement de la planète. Il faut demander à nos gouvernements pourquoi, depuis 20 ans ils n'ont pas pu s'entendre quant aux mesures à prendre et pas non plus faire ce que les scientifiques

nous disaient de faire pour éviter la catastrophe. Il ne manque pourtant pas de solution. On peut éviter la crise climatique. Nous avons les connaissances et les technologies pour y arriver.

Le blocage vient de l'état des relations de pouvoir, du rapport de force social, politique et économique dans nos sociétés. Donc, seule des pressions massives venant de la base dans des coalitions de syndicats, d'autres mouvements sociaux et d'environnementalistes peuvent nous sauver.

Une lutte d'intérêts

Il est question ici, d'intérêts bien installés qui ont une armée de politiciens néolibéraux à leur service. Ce sont ceux des puissantes industries dont les sept plus grandes pétrolières. Elles font tout ce qui est possible pour contourner les règlements qui affecteraient leurs intérêts économiques. Si les gouvernements s'attaquent à leur pouvoir, elles s'arrangent pour le renverser.

Partout dans le monde, les travailleurs-euses se battent contre l'ensemble des crises qui les touchent. Ils se battent pour des emplois, pour des emplois décents, pour des salaires suffisants, pour la protection sociale, contre les dégradations sociales, pour améliorer leurs milieux de vie et leurs conditions de vie.

À ces crises, les gouvernements répondent par des politiques d'austérité. Pourtant ce n'est pas, comme ils veulent bien le dire, « *une nécessité de réduire des services publics trop importants* » ou encore « *absolument nécessaire d'ajuster les salaires à la baisse pour rendre les travailleurs-euses plus compétitifs-ives* ». L'austérité est une politique de classe dont l'objectif ultime est d'augmenter le retour sur l'investissement. C'est la première et plus importante ligne de front dans la lutte de classe en cours sur toute la planète.

Des crises systémiques

La bataille contre les changements climatiques, la catastrophe climatique, n'en est pas une qui s'ajoute à celles que le mouvement syndical mène déjà contre l'austérité. C'est de plus en plus un important aspect de la même lutte. Si nous n'arrivons pas à arrêter le réchauffement climatique ou à le maintenir dans la cible des 1,5 à 2 degrés centigrades, il emportera avec lui des milliards de milliers d'emplois. Si nous agissons sans tarder et vigoureusement, nous pouvons empêcher cela. Autrement, des groupes de population périront et il se créera une immense dégradation sociale. L'augmentation des revenus pour les plus riches s'amplifiera et la pauvreté encore plus. Nous assisterons à des crises de migrations aux dimensions insoupçonnées. Donc, notre combat pour éviter ces catastrophes est une partie importante de la bataille d'intérêts qui se mène autour du genre de société que nous voulons.

Les crises économiques et climatiques sont des crises systémiques. Elles sont enracinées dans le même système économique qui ne vise qu'à la génération des profits et non à produire de véritables valeurs d'usage, qui dépend complètement de la croissance économique, (le capitalisme sans croissance est un capitalisme en crise) de l'exploitation des travailleurs-euses, de la surexploitation des ressources naturelles jusqu'à rendre la planète inhabitable pour les générations futures.

Propriété publique et contrôle démocratique

Pour mettre fin à ce processus, nous devons agir vite et vigoureusement. Nous en sommes presque au point de non retour. Depuis les 20 ans que dure le processus des conférences sur le climat, nous avons pu nous rendre compte que les grandes pétrolières, les grandes entreprises de la finance, les gouvernements néolibéraux et les forces du

marché n'ont pas réussi à régler ces problèmes en notre nom. De même pour ce qui concerne les crises économiques et sociales. Les grandes entreprises font tout ce qui leur est possible, mobilisent tout leur pouvoir, pour éviter toute limite à leur quête désespérée d'augmentation de leurs profits. Résultats : plus d'austérité et plus d'émissions de GES.

Les bonnes intentions et les buts que nous donne l'accord de Paris nous donnent quand même une légitimité et un puissant cadre pour déclencher vigoureusement la lutte pour obliger le système à faire les changements qui s'imposent pour éviter la catastrophe : « Ni le mouvement syndical, ni celui de l'environnement pas plus que les mouvements centrés sur des objectifs restreints ne peuvent y arriver seuls ».

Un de nos plus grands défis est d'amener les puissantes industries et institutions qui profitent du complexe financier et industriel des énergies fossiles sous contrôle démocratique. Cela va nécessiter la mobilisation d'un immense pouvoir sociopolitique. Aucun mouvement ne peut le faire seul. Nous devons, encore plus qu'au paravent bâtir de larges alliances si nous voulons renverser la tendance.

Unifier les luttes

À cause de sa position stratégique dans la société, le mouvement syndical doit assumer un rôle déterminant dans ce combat. Toutefois, pour être honnête, nous devons dire que jusqu'à maintenant, il n'y a pas pris ses responsabilités. Partout dans le monde, les syndicats sont sur la défensive. Le mouvement a développé des politiques consistantes face à l'austérité et le réchauffement climatique au fil des ans. Ce qu'il nous faut maintenant c'est une discussion approfondie sur les meilleures stratégies, sur les mobilisations et les formes des luttes pour arriver à nos objectifs.

Pour transformer des secteurs de l'économie en propriétés publiques et les soumettre au pouvoir démocratique, nous devons prendre une part décisive dans la lutte. Le secteur de l'énergie est au premier rang : toutes les émissions de CO2 y sont rattachées et sans contrôle démocratique il ne sera pas possible de réussir les lourdes transformations nécessaires à temps.

Soulever la pression à la base

La lutte contre l'austérité a révélé la nécessité de développer la propriété publique dans beaucoup d'autres secteurs et de les mettre sous contrôle démocratique. Par exemple les services publics qu'il faut soustraire à la privatisation. La lutte contre l'austérité et contre les réchauffements climatiques ne doivent pas être des abstractions. Elle doit s'attaquer à des problèmes concrets au plus près de la vie des gens et les régler. Nous devons unifier les deux luttes et en développer une plus large. La plupart des organisations syndicales sont engagées contre l'austérité, mais de plus en plus s'attaquent aux changements climatiques. En ce sens, les initiatives de Trade Unions Energy Democracy [2] et de Global Climate Jobs Network [3] sont très importantes et encourageantes. Il nous faut maintenant de grandes coalitions prêtes à mener le combat avec un programme plus radical, avec plus de combattivité pour augmenter la pression de la base et nous assurer que les buts et les ambitions émises lors de la conférence de Paris pourront se réaliser.

A.Wahl est directeur de la campagne pour l'État providence en Norvège et conseiller au Syndicat norvégien des employés-es généraux municipaux. Il préside l'ITF Working Group on Climate Change.

[1] En Anglais : *Intended Nationaly Determined Contributions*.

[2] Coalition de syndicats issue d'une table ronde en octobre 2012 tenue à New-York sous le thème : Urgence énergétique et transition énergétique. Le 2 janvier dernier, 7 nouvelles organisations syndicales, représentant 4,6 millions d'adhérents-es ont joint cette coalition. Il s'agit

Dans la foulée de la PAC21 ; unifions nos luttes contre l'austérité et les changements climatiques

d'une coalition internationale dont les membres viennent des États-Unis, de Grande Bretagne, d'Australie, et de Roumanie. CF. Wikipédia.

[3] Alliance de groupes de réflexion et d'instituts de recherche de divers pays (États-Unis, Chine, Inde, Grande Bretagne, Australie, Brésil, Norvège, Afrique du Sud et Nigéria) qui collaborent pour faire de la recherche sur les changements climatiques. Leur but est d'aider à venir à bout des blocages politiques face aux actions contre les changements climatiques. CF. Wikipédia.